



HAL
open science

Les marins perdus du Pirée : crise, racisme et politique ordinaire dans une banlieue ouvrière d'Athènes

Lucile Gruntz

► **To cite this version:**

Lucile Gruntz. Les marins perdus du Pirée : crise, racisme et politique ordinaire dans une banlieue ouvrière d'Athènes. *Justice spatiale = Spatial justice*, 2015, *Espaces Autoritaires, Espaces (In)justes*, 8, <http://www.jssj.org/article/les-marins-perdus-du-piree-crise-racisme-et-politique-ordinaire-dans-une-banlieue-ouvriere-dathenes/>. halshs-01508768

HAL Id: halshs-01508768

<https://shs.hal.science/halshs-01508768>

Submitted on 14 Apr 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les marins perdus du Pirée : crise, racisme et politique ordinaire dans une banlieue ouvrière d'Athènes.

Lucile Gruntz, Anthropologue , Post-doctorante LPED-MuCEM

Illustrations de **Stephanos Mangriotis**, extraites d'une vidéographie en cours de réalisation, plus d'informations www.stephanosmangriotis.com

Résumé

A Athènes, depuis 2011, les politiques d'austérité s'accompagnent de violence politique de la part de l'extrême-droite et des forces de l'ordre. Les immigrés sont parmi les premières cibles, d'autant que le cloisonnement frontalier de l'Union européenne a fait de la Grèce une porte d'entrée des migrants, légaux ou non, renforçant des dispositifs migratoires nationaux fondés sur une conception essentialiste de l'identité. La constitution des immigrés en « problème national » renvoie aussi à l'héritage autoritaire de l'Etat grec. L'article étudie ces phénomènes par le petit bout de la lorgnette, en spatialisant le regard à partir d'un quartier, Keratsini, dans la banlieue ouest d'Athènes. Son histoire politique et migratoire particulière irrigue les relations qui se nouent entre habitants grecs et immigrés, dont beaucoup d'Egyptiens travaillant dans le poisson, entre concurrence, racisme, mais aussi solidarité face à la précarité imposée et aux pratiques autoritaires de l'Etat.

Mots-clés : Migrations, Grèce, Egypte, anthropologie urbaine

Entre tutelle européenne et « dépotoir policier »¹ : les pratiques autoritaires de l'Etat grec

Un quartier tranquille ?

Keratsini, novembre 2013. Le quartier ne colle pas avec l'image chaotique attachée à la capitale grecque. Les maisonnettes ou immeubles de deux à trois étages, ceints de

¹ L'expression est empruntée à la revue *Vacarme*, 2013, p. 32.

jardinets soignés, composent un lavis de rues bordées de bigaradiers. Les aboiements des chiens répondent aux chants des oiseaux en cage aux balcons. L'odeur d'iode imprègne les maisons, rappelant le port industriel tout proche. Quelques hommes sirotent le café en terrasse quand des femmes âgées se hâtent vers le marché. Ce quartier ouvrier de la banlieue ouest d'Athènes a joui d'un relatif anonymat jusqu'au 17 septembre 2013, date de l'assassinat par des zélotes du parti d'extrême-droite Aube dorée du rappeur antifasciste Pavlos Fyssas. La mort du musicien a obligé le gouvernement conservateur d'A. Samaras à prendre des mesures coercitives à l'encontre d'Aube dorée ainsi que de la police nationale, accusée d'encourager les exactions du parti.

L'assassinat a en effet été précédé par de nombreux actes de violence raciste, sans que les institutions chargées de la sécurité publique ne réagissent (Christopoulos 2014 p. 49 ; Mangriotis 2013). La restructuration néolibérale de l'économie grecque mise en œuvre depuis les années 1990 par les partis de gouvernement PASOK (social-démocrate) et Nea Dimokratia (droite), puis l'austérité imposée par la Troïka depuis 2011, se sont accompagnées de xénophobie médiatique et étatique allant crescendo, soutenue par le dispositif européen de clôture frontalière (Tsimouris 2014 ; Pillant 2013, p. 145). Cela dit, à Athènes, les immigrés ne sont pas les seules cibles de la vindicte gouvernementale, du harcèlement policier et des coups de mains de l'extrême-droite. La mise en œuvre des politiques d'austérité s'appuie sur le quadrillage des espaces et libertés publics : manifestations, grèves et occupations donnent lieu à la répression brutale des « forces Delta » ou des « MAT » antiémeutes, tandis que d'autres policiers se consacrent aux rafles de clandestins² (Athanasidou 2014, p 75).

² En août 2012, le gouvernement grec a lancé l'opération cyniquement nommée *Zeus Xenios*, « Dieu hospitalier », qui consacre une partie des effectifs de police à la chasse aux immigrés clandestins.

Figure 1. Keratsini.

Injustices spatiales et interstices urbains à l'échelle d'un quartier

Après 2011, les gouvernements successifs se sont heurtés à une multiplicité d'actions contestataires contre les expulsions locatives, contre les projets immobiliers aux relents de corruption, contre les coupes budgétaires dans les services publics et pour faire barrage à la violence policière ou néo-fasciste. Les revendications spatiales sont au cœur des mobilisations (Arampzati et Nicholls 2012). Jusqu'aux élections parlementaires de janvier 2015, la réponse gouvernementale a pris la forme d'un « autoritarisme de l'austérité », caractérisé notamment par le recours à la législation d'urgence pour briser les contestations, pour enfermer les marginaux et pour chasser les étrangers (Stravakakis 2013, p. 113-116). Travailler sur Athènes oblige ainsi à rompre avec « l'impensé autoritaire *de* et *dans* la démocratie, comme si celle-ci ne

pouvait elle-même secréter des mécanismes de contrôle liberticides et sécuritaires des scènes publiques » (Dabène, Geisser et Massardier 2008 p. 11).

Au cours de l'article, les conséquences de ces pratiques autoritaires de gouverner seront envisagées à partir de Keratsini, des rapports qu'y entretiennent ses habitants à l'Etat et à l'altérité. Il s'agit de prendre « la crise » par le bout de la lorgnette, ici à la fois migratoire et spatiale. L'entreprise demeure exploratoire, faute d'une fréquentation durable du quartier étudié. Nous esquisserons les contenus et contextes mouvants des frontières entre Egyptiens et Grecs à Keratsini. Les dispositifs de contrôle migratoire génèrent des injustices spatiales, qui puisent aussi dans l'histoire des quartiers, « dans les inégalités préexistantes à la crise » (Vaiou 2013, p. 218). Les inégalités de statut, de traitement par les institutions, par la police, d'accès au marché du travail légal entre Egyptiens « clandestins »³ et citoyens grecs se traduisent en espaces, tels qu'en rendent compte les récits et images collectés.

Néanmoins, l'organisation sociale de l'espace est productrice d'inégalités comme de rencontres, voire de solidarité (Dufaux et Gervais-Lambony 2009). Lieu de contrôle et de surveillance, « la ville est aussi le lieu des temporalités multiples, des interstices temporels propices aux disparitions et au double jeu » (Retailaud-Bajac 2008, p. 7). Alors, les frontières se brouillent entre légal et illégal, entre citoyens et clandestins. A Keratsini, l'importance des identités nationales s'estompe le temps d'un échange au marché, d'une invitation à déjeuner... Les sociabilités changent selon les moments et les lieux : si les espaces d'habitation sont ségrégués, les espaces du travail permettent des rencontres entre Grecs et Egyptiens, transformant même partiellement les manières de travailler, voire les relations personnelles des uns et des autres (Sintès 2010, p. 304).

Nous avons étudié ce jeu de balancier à Keratsini lors d'une enquête ethnographique entreprise de mi-novembre à mi-décembre 2013⁴. Outre les discussions informelles avec des résidents grecs, l'enquête repose sur la

³ La clandestinité est ici entendue comme un état généré par l'infraction aux lois sur l'entrée et le séjour grecques et européennes : défaut de visa et d'autorisation de travail, recours à de fausses identités...

⁴ Dans le cadre du programme de recherche ECOMIG, IRD-STDF, <https://ecomig.wordpress.com/>

fréquentation quotidienne d'une dizaine de jeunes hommes égyptiens vivant en colocation à Keratsini, ainsi que de quelques-uns de leurs collègues et amis. Huit des colocataires sont issus du même village sur la côte alexandrine, proche de la ville de Damiette, et liés par des relations de parenté directe ou indirecte. Souvent dépourvus de titres de séjour valables, ils travaillent dans la revente sur les marchés ou au porte-à-porte de poissons achetés au prix de gros à la criée, une prérogative réservée en droit aux propriétaires de poissonneries. Leurs espaces de vie reflètent les contraintes de la Grèce du racisme et de la crise, même si l'un et l'autre ne vont pas toujours de pair.

Athènes et Keratsini : des nœuds de migrations et de conflits

Des réfugiés (*prosfiges*) aux immigrés (*metanastes*)

Malgré la fermeture frontalière que l'intégration européenne a encouragée, la société grecque est de longue date un carrefour. N'en déplaisent aux tenants de l'immutabilité culturelle de la nation hellène, Athènes est façonnée par les migrations d'hier et d'aujourd'hui (Parsanoglou 2009). « Mais, ici, contrairement aux grandes capitales de l'immigration de l'Europe de l'Ouest, pas de quartier ethnique, pas de ghetto » (Sintès 2002) : les quartiers athéniens demeurent socialement divers (Maloutas 2010). Comme le reste de la capitale, Keratsini est une terre de passages et d'ancrages, et ce d'autant que la proximité du port représente une manne d'emplois formels et informels pour les immigrés anciens et nouveaux, Albanais et Égyptiens pour la plupart.

L'histoire migratoire du Pirée laisse des traces dans les murs et les mémoires. La configuration actuelle du quartier doit beaucoup à l'afflux massif des « réfugiés » (*prosfiges*) d'Asie mineure arrivés à l'issue de l'échange de population gréco-turc de 1923. Leur installation a façonné les banlieues ouvrières, où la famille et le voisinage représentent encore des relais de solidarité plus efficaces que le recours à l'aide sociale publique *via* la bureaucratie (Vaiou 2002). Keratsini s'est construite à partir de bidonvilles aménagés par leurs habitants. Les *prosfiges* s'y sont regroupés en famille, aux côtés des ouvriers attirés par l'industrialisation du port du Pirée dans les années

1930. A la génération des *prosfiges* a succédé celle des émigrés : de nombreux habitants sont partis travailler en Europe occidentale dans les années 1960 et 1970, comme le père de Kostas, mineur à Saint-Etienne à l'époque (discussion, 21 novembre).

L'expérience collective du déracinement, de la débrouille et de la vie ouvrière au port a contribué au développement d'un vote communiste dès 1930 et de sociabilités dissidentes (Nazloglou 2014). Les quartiers de *prosfiges* sont une terre d'élection des « cafés amans » où se jouent les *smyrneika* (morceaux d'Asie mineure), dont les airs ottomans et les thèmes scabreux heurtent la vision antiquisante de l'identité nationale promue par les régimes autoritaires successifs (Anagnostou 2014). Comme dans d'autres quartiers rouges de la capitale, le soutien des habitants du Pirée à l'Armée populaire de résistance nationale (ELAS) pendant la seconde guerre mondiale, devenue l'Armée démocratique de Grèce (DES) durant la guerre civile (Fontaine 2012 p. 80), alimente un sentiment d'extériorité vis-vis de l'Etat. De quartier d'immigration et rouge qu'il était, Keratsini serait devenu avec la crise un berceau de violence raciste et de l'extrême-droite : l'équation apparaît simpliste, tout comme l'était le tableau paisible dépeint en exergue.

Aiguisée par la photographie, l'attention aux détails des lieux permet d'affiner le regard. Comme dans le reste de la capitale, la crise marque les espaces. Les magasins et restaurants fermés pour cause de faillite, les voitures en déshérence faute de carburant abordable, les âpres négociations sur les prix au marché, la queue devant les banques le premier lundi du mois des habitants espérant le paiement de leurs retraites ou salaires... Autant d'indices visibles de la paupérisation du quartier, de la fin du rêve consumériste né dans les années 1980 et enterré après 2008 (Chatzidakis 2014). Les opportunités d'emploi ont été réduites par la délocalisation des chantiers navals ainsi que la privatisation du port. Faute de travail, les jeunes quittent le quartier pour l'étranger. Vu par les lunettes de la crise, Keratsini donne l'impression d'un lent engourdissement.

Mais l'apathie et le désespoir le cèdent à l'humour et aux souvenirs dans les discussions quotidiennes, arrosées au *tsipouro*⁵. Le passé resurgit pour mieux critiquer ou supporter le présent. Les souvenirs remontent à des périodes de vaches encore plus maigres que celles du jour. « Ça va, on n'en est pas encore à manger des racines comme pendant la famine de 1947 », rigole Marika, notre logeuse, durant un copieux déjeuner, face à la mine déconfite de son mari, inquiet du manque d'argent pour la Noël (discussion, 30 novembre)... Les conflits du passé et du présent se font écho : les Z [de *zi*, « il vit »] placardés sur les lampadaires en 2013 en hommage à P. Fyssas rappellent ceux dessinés sur les murs de Salonique après l'assassinat du député de gauche G. Lambrakis en 1963⁶. Les espaces témoignent de la vivacité des luttes d'hier et d'aujourd'hui : les palissades sont ornées de tags d'Aube dorée, du parti communiste (KKE) ou antifascistes, les drapeaux grecs prolifèrent aux balcons à côté des cages à oiseaux, tandis que les gros bras en bombers traquent sur les marchés les triporteurs bleus des revendeurs de poisson égyptiens.

Bien que leur présence soit visible dans les lieux comme les interactions, les failles que ménagent l'installation de générations d'immigrés et l'histoire politique du quartier dans le mythe nationaliste sont fragiles. Si l'assimilation de Keratsini à un Far West urbain gagné à l'extrême-droite est réductrice, les frontières socio-spatiales y restent tangibles. Dans la suite, il sera question de ces frontières et de leurs porosités au gré des aléas d'un quotidien marqué par la crise et par la violence raciste.

⁵ Une eau-de-vie à base de marc de raisin.

⁶ Sur ordre de la police sous le gouvernement conservateur de C. Caramanlis.

Figures 2. Un drapeau d'Aube dorée flotte accroché à un lampadaire près du port industriel entre Keratsini et Perama.



Figure 3. Traductions des graffitis sur les murs du quartier (de gauche à droite) : « Aube dorée immortelle », « Aube dorée, des costauds », « A.D. (Aube dorée), la Grèce », « Dehors les étrangers ».



Pour vivre heureux vivons cachés : les routines immigrées à Keratsini

Brûler la mer pour se noyer dans la paperasse

La Grèce représente une terre privilégiée d'emploi pour les pêcheurs égyptiens. Parmi les traces ténues qu'a laissées une longue histoire migratoire en partage, des quotas favorisent aujourd'hui les travailleurs égyptiens dans le secteur maritime grec. S'ils peuvent venir en Grèce, les Egyptiens sont censés y rester saisonniers et cantonnés aux professions maritimes. Or, en Egypte, le nombre de candidats au départ pour l'Europe augmente malgré les obstacles kafkaïens au voyage légal. A Keratsini, alors que certains pêcheurs et matelots arrivés il y a une trentaine d'années ont pu obtenir des permis de séjour pérennes et devenir légalement poissonniers, leurs compatriotes arrivés plus récemment sont contraints à la clandestinité.

Parmi les dix colocataires que nous avons fréquentés, seul un pêcheur âgé d'une soixantaine d'années est arrivé en Grèce avec un visa valable de saisonnier. Tous les autres sont soit des « brûleurs de mer », qui ont traversé la Méditerranée sur des bateaux de pêche ou des zodiacs, soit d'anciens matelots ayant accosté à la nage. Originaires d'un village côtier, ils connaissent la mer, ainsi que les passeurs locaux. Le voyage ne leur a coûté « que » 15 000 EGP (1663 euros), contre les 50 000 habituellement requis. Même ceux ayant de la famille proche en Grèce sont poussés à la clandestinité par la clôture de la frontière européenne en Méditerranée. Farid, un voisin et ami de la colocation, âgé de 19 ans, s'est par exemple vu refuser un visa de tourisme par le consulat grec d'Alexandrie, alors que son père est installé comme poissonnier à Athènes depuis plus d'une vingtaine d'années. Farid a donc fait quatre tentatives de traversée clandestine, dont l'une a failli lui coûter la vie à 17 ans, avant de parvenir à rejoindre son père (entretien, 11 décembre).

Même pour des marins aguerris, le périple est une épreuve. La mer est le premier des espaces de la migration qui contribue à faire des immigrés des corps vulnérables. Hadi, l'un des colocataires, doux et triste, âgé de 27 ans, relate ainsi les pannes en mer, la faim et la soif, la mort à l'affût. Son rapport à la Grèce s'en trouve d'emblée altéré :

« Dès que je suis arrivé le premier jour, j'ai regretté, regretté... Après ce que j'ai vu sur le chemin, lorsque nous avons traversé la mer, j'ai regretté... Mais, c'est la vie, c'étaient les circonstances. La vie est ainsi faite, c'est la nécessité des choses... » (entretien, 9 décembre).

Après avoir brûlé la mer, reste à vivre la clandestinité. La photographie concentre le regard sur ses traductions spatiales. Ici comme ailleurs, le contrôle administratif et policier des espaces contribue à réduire les immigrés à une fonction laborieuse et une présence illégitime (Bristol-Rhys 2012). Mais la ville vécue ne se réduit pas à ses frontières identitaires. Les rythmes et usages urbains des citoyens produisent un partage en espaces dangereux et ceux fréquentables pour les clandestins, soit que l'intimité communautaire y procure un sentiment de sécurité, soit qu'ils servent de support à des sociabilités dépassant la césure entre citoyens et étrangers. Ainsi, « la

clandestinité se définit toujours comme une expérience *en situation*, circonscrite à des lieux, à des horaires, à des interrelations spécifiques » (Retailaud-Bajac 2008, p. 10).

Depuis la mise en œuvre d'une politique migratoire nationale dans les années 1990, et plus encore après l'entrée dans l'espace Schengen, les possibilités de régularisation sont restreintes en Grèce (Sintès 2010, chapitre 2). Aujourd'hui, le dépôt d'une demande d'asile paraît devenu le principal recours pour obtenir une autorisation de séjour, même sous la forme d'un récépissé temporaire. Certains l'obtiennent par l'intermédiaire d'avocats vénaux rencontrés par le bouche-à-oreille. D'autres déposent des dossiers d'asile vides en échange de 2500 euros versés à un fonctionnaire du bureau central des étrangers, appelé « *alldhapone* » par les colocataires, en référence au terme grec désignant les étrangers extra-communautaires⁷. Pour les désargentés, reste l'aide bénévole des organisations militantes ou humanitaires, limitée par la lettre très restrictive des textes juridiques. Alors qu'il était placé en rétention au commissariat de Perama, Ragab, l'un des colocataires égyptiens, un jeune homme timide aux grands yeux inquiets, s'est par exemple adressé à une organisation non gouvernementale athénienne, dont les membres lui ont signifié qu'ils ne pouvaient rien pour lui tant qu'il n'avait assassiné personne ou n'était pas en danger de mort en Egypte. « Qu'est-ce que c'est que ce pays où il vaut mieux avoir tué un homme pour avoir des papiers que venir simplement pour travailler ? », interroge-t-il un jour que nous l'accompagnons à « l'*alldhapone* » afin d'arracher un rendez-vous (discussion, 2 décembre).

Le bureau central n'est accessible aux migrants que par un portail à l'arrière du bâtiment. L'entrée principale est réservée aux fonctionnaires. Devant le portail, du monde se presse dans la rue boueuse. Certains se serrent sous un hangar à vélo pour se protéger de la pluie de décembre. A côté d'une cahute proposant du café, un tableau affiche des instructions en grec, en anglais, en ourdou et en arabe. De temps en temps, un policier hurle en les écorchant les noms des personnes convoquées. Les autres prennent leur mal en patience, sourds aux sollicitations d'un escroc qui

⁷ Nous conservons cette expression telle que les enquêtés l'emploient pour désigner le lieu, malgré son incorrection linguistique.

prétend les faire admettre sans rendez-vous, au vu et au su des policiers. Le tout donne une impression poisseuse de désespoir et d'arbitraire. Domination juridique et théâtralisation du mépris vont de pair : la loi exclut, les policiers et bureaucrates humilient. La dimension coercitive de l'assignation identitaire dans les Etats-nations européens est palpable (Noiriel 2001 p. 387). Elle se prolonge à l'intérieur du bâtiment, où les policiers surveillent les faits et gestes des requérants – et des enquêteurs.

Par ailleurs, hors de « l'*alldhapone* », la bureaucratie entrave le renouvellement des permis de séjour, conditionné par l'acquittement d'une cotisation de sécurité sociale correspondant à 300 journées de travail déclaré par an. Or, le travail au noir et les contrats temporaires étant endémiques, l'exigence s'avère irréaliste, tant pour les travailleurs immigrés que grecs. La clandestinité devient l'horizon commun, à la différence qu'elle s'accompagne pour les étrangers d'un risque d'arrestation. Parmi les colocataires de Ragab, tous ont vécu la rétention administrative, soit dans un centre, soit en commissariat (Pillant 2013). Souvent, ils ont recouru à la corruption pour sortir à raison de 1500 euros par détenu, justifiée par l'horreur de l'enfermement (Del Biaggio, Campi 2013). Les colocataires appellent la prison « la Suisse », pour atténuer le stigmate de l'incarcération. Comme la traversée, l'expérience carcérale altère le rapport à la société grecque. « Quand j'étais en 'Suisse', j'ai senti que tout se renversait, que la vie se retournait... Et c'est ce qui me pousse à rentrer vite, tu vois », explique Farès, enfermé pendant 32 jours au centre de rétention de Petrou Ralli, dont il s'est sorti en simulant une maladie contagieuse, avec la complicité d'un médecin grec. Remis en liberté, il a demandé l'asile et obtenu un récépissé, la très convoitée « carte rouge » (discussion, 30 novembre).

Boulot, dodo, fachos : les risques du métier

Lorsque nous rencontrons les colocataires pour la première fois à leur domicile, Muntaser, l'un des plus loquaces, explique avec une grimace lasse que nous pouvons passer les voir tous les jours, car « [ils] sont toujours à l'appart' après le travail... Ici, la vie c'est le travail et le sommeil » (discussion, 22 novembre). Ils sont dix répartis

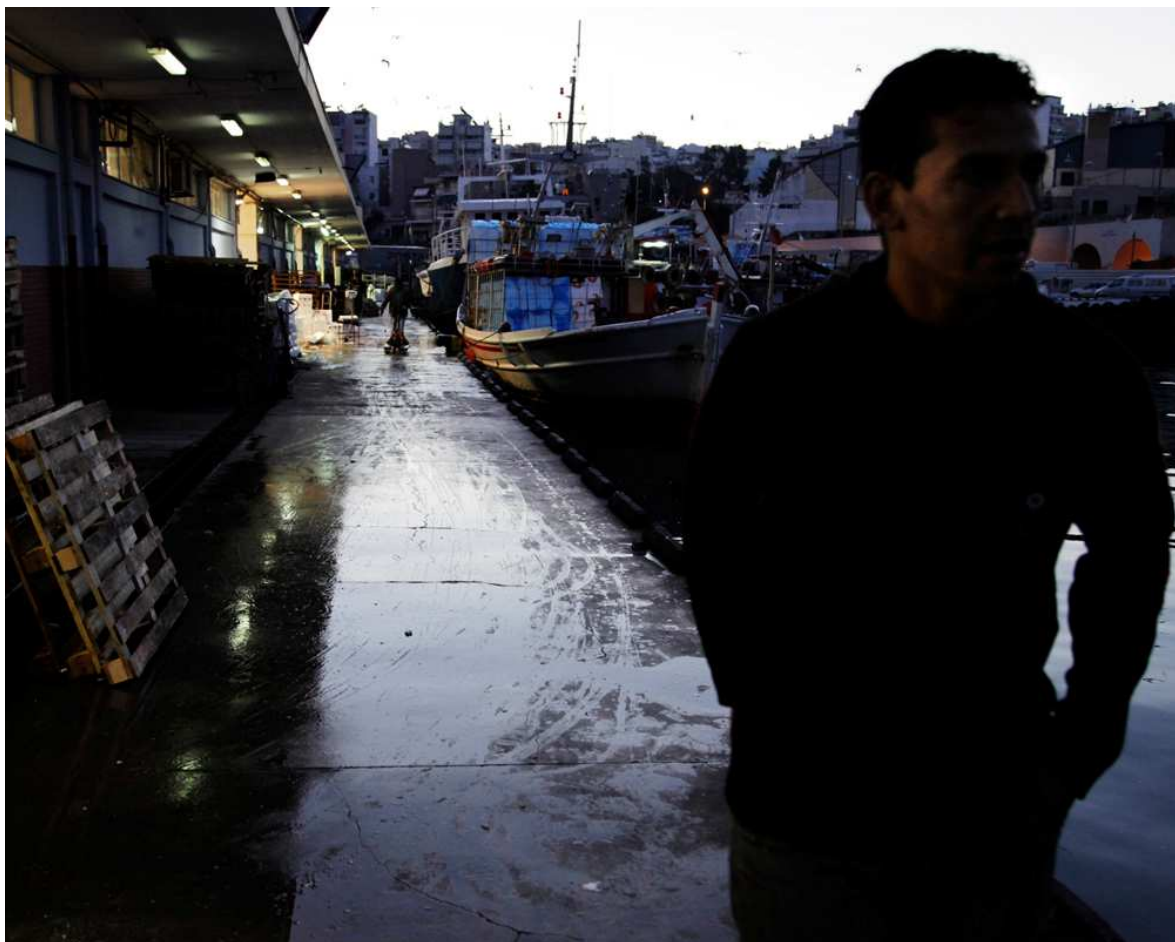
entre trois appartements contigus. Le dimanche est le seul jour de congé qu'ils s'octroient. Le décor est sombre, les murs écaillés, les meubles hors d'âge. La cour, où s'entassent les caisses de polystyrène vides, garde l'humidité hivernale. Il y a des graffitis en arabe, les prénoms des enfants des précédents occupants. Dans le plus grand des appartements, le salon sert de rendez-vous aux voisins et amis, devant la télé branchée sur les chaînes arabes. Un petit couloir où trône un réchaud encrassé mène de la cuisine aux toilettes. Les colocataires partagent les tâches ménagères et les charges, ainsi que le loyer assez élevé versé à un compatriote installé depuis trois décennies à Keratsini. La maison est le point nodal des vies des jeunes hommes en Grèce : la plupart ne la quitte que pour se rendre à la criée centrale sur le port, à 10 minutes à pied, avant d'entreprendre leur tournée quotidienne en triporteur dans les rues et les marchés du Pirée.

A la criée, le portail est très lâchement contrôlé : à l'instar de nos hôtes, nous le passons sans encombre un matin avant l'aube. A l'intérieur de la grande halle résonnent les apostrophes en grec, albanais et arabe. Parmi la centaine de vendeurs et d'acheteurs, Grecs, Albanais et Egyptiens se comptent à parts égales, emmitouflés dans de lourds habits de travail. Les rares femmes présentes servent le café ou tiennent les comptes. Débarquées des chaluts qui rentrent à peine d'une nuit de pêche, les caisses de poissons jonchent le sol, répandant une eau glaciale qui pénètre les chaussures. Les poissonniers égyptiens délivrent des autorisations factices aux revendeurs à la sauvette, dont la petite bande de colocataires, pour que ceux-ci puissent acheter au prix de gros. Les négociations sont parfois houleuses, même si toutes les nationalités paraissent sur un pied d'égalité. Les achats et l'emballage effectués, les acheteurs s'en retournent à leur appartement quand le ciel commence à rosir. Hadi résume d'un ton monocorde sa journée, semblable à celle de ses colocataires :

« Euh, je descends au marché de gros à 5 heures du matin, je finis là-bas à 7 heures environ, je rentre à la maison pour prendre le petit déjeuner. Puis, je récupère les poissons à peu près vers 8h30 comme ça et je vais dans les rues... Je fais la tournée un peu avec mon poisson, puis je vais au marché vers 13 heures, lorsque les gens...euh... lorsque les gens du pays qui travaillent dans le poisson ont fini de vendre. Alors, je reste jusqu'à la fin. Puis, je rentre, je

lave mes affaires, je me lave. Ensuite, je prépare le déjeuner, je mange et je reste là... Avec mes amis comme ça, avec mes colocataires. Après ça, on prépare le dîner, on dîne, on passe la soirée et on va dormir. Et voilà, c'est comme ça que passe la journée, du début à sa fin » (entretien, 9 décembre).

Figure 4. Hadi fait une pause sur le quai avant de retourner au brouhaha de la grande halle de la criée. Les équipages égyptiens des chaluts débarquent la pêche de la nuit. Le froid est intense, les hommes mal réveillés.



Bien huilée, la routine des revendeurs égyptiens est rythmée par le « jeu du chat et de la souris avec la police », en particulier sur les marchés, où ils n'ont pas l'autorisation de vendre (discussion, 26 novembre). La crise a changé le rapport entre forces de l'ordre et vendeurs de rue : comme le rappelle Sarah Green, la comédie du « je te chasse, tu reviens » s'est faite sérieuse à mesure que la traque des étrangers

est devenue une priorité gouvernementale (2014 p. 59). La police n'est pas seule à la prendre au sérieux : à Keratsini comme dans le reste d'Athènes, elle est épaulée et épaulé les sympathisants d'Aube dorée. Alertés par les employés des services privés de sécurité, ceux-ci débarquent sur les marchés afin d'obliger les revendeurs égyptiens à quitter les lieux. Même les immigrés légaux sont visés. Le seul des colocataires à travailler de manière déclarée, Ramadan raconte une altercation avec un policier déçu que ses papiers soient en règle, qui l'a menacé d'appeler Aube dorée pour le tabasser. A quoi Ramadan a répondu : « J'ai un permis de séjour, et toi, tu es censé me protéger, protéger mes droits ! » (discussion, 21 novembre).

Le quadrillage des espaces où exercent les vendeurs de poissons égyptiens est d'autant plus serré qu'il s'étend aux espaces hors-travail, la rue et la maison. Farid a ainsi échappé à plusieurs reprises à des escouades de motards d'Aube dorée, alors qu'il circulait de nuit au volant de son triporteur. Bravache, le jeune homme explique que cela ne le touche plus, qu'il s'est habitué à leur échapper, une fois surmonté le traumatisme de l'attaque du domicile paternel en juin 2012. Un poissonnier concurrent, sympathisant d'Aube dorée, avait en effet incité une groupe de militants à assaillir à coup d'extincteur et de barre de fer la maison que Farid partageait avec son père, son frère, son cousin et l'un de ses oncles paternels. Endormi sur la terrasse, un ami pêcheur de Farid a fait les frais de la brutalité des assaillants, qui l'ont battu à mort. Solide, le jeune homme a survécu à ses blessures. Il continue de pêcher au large de Keratsini, évitant de rester trop longtemps à terre (entretien, 11 décembre).

L'attaque de la maison du poissonnier a fortement influencé les rapports aux espaces du quartier de ses habitants égyptiens. En premier lieu, Farid et sa famille ont déménagé de Perama à Keratsini, dans la rue adjacente à celle des colocataires, originaires du même village qu'eux. Leur ancienne demeure est à l'abandon. L'épisode a marqué les esprits autant que les espaces : ceux du père et de l'oncle de Farid, d'abord, qui se sont soudain retrouvés indésirables dans le quartier où ils s'étaient installés depuis près de trente ans : « C'était une nuit noire [i.e. horrible]... Mon père et mon oncle ont été très secoués, psychologiquement. Ils voulaient que

nous retournions en Egypte...», se souvient Farid. Outre les victimes directes, tous les Egyptiens du quartier identifient « la nuit d'Aube dorée » comme un tournant de leur relation à la société grecque. Hadi l'exprime avec un calme résigné :

« L'attaque, nous l'avons tous ressentie... Après, nous avons commencé à nous sentir étrangers, indésirables, à désespérer de la vie. La peur. L'instabilité. Plein de choses. Ça fait un drôle d'effet de ressentir tout cela à la fois... Avant, on ne se sentait pas comme ça. On se sentait en exil, mais parce que nous étions loin des nôtres, c'est tout... Mais dès qu'il y a du racisme, que les gens te menacent, alors, la vie devient désespérante, c'est sûr » (entretien, 9 décembre).

En plus de renforcer le sentiment d'extranéité, les attaques racistes et l'impossibilité de se reposer sur les autorités publiques confortent l'amer constat de Ramadan, selon lequel « les Grecs ont le racisme dans le sang ». A quoi il ajoute, tempérant l'atavisme par l'économie politique, « qu'ils pensent que la crise, c'est la faute aux immigrés » (discussion, 22 novembre). Le marché du travail grec repose en effet sur une segmentation par origines nationales, ce qui encourage la xénophobie dans un contexte de démantèlement des protections salariales et des opportunités d'emploi. En cela, la Grèce en crise ne diffère guère d'autres Etats où néolibéralisme et racisme vont de pair (Fassin et Fassin 2006).

Du racisme à la solidarité : des existences urbaines fragmentées

« Ils ont le racisme dans le sang » : replis identitaires en miroir

L'expérience de la violence ne laisse pas indifférent. La dialectique de l'exclusion/inclusion est saisissante (Barth 1995). Stigmatisés en tant qu'Egyptiens, nos interlocuteurs valorisent en retour leur nationalité méprisée. Outre l'arme des mots, le recours aux poings n'est pas exclu, qui fissurent un quotidien étouffé par la clandestinité et le racisme. Ainsi, lorsqu'insultés par un garde privé proche d'Aube dorée lors du marché du vendredi, Farès et Hadi n'hésitent pas faire face en se saisissant de leurs couteaux à écailler (entretien, 3 décembre). Les affrontements demeurent limités par le risque de voir la police intervenir. Si le marché est propice à

relever la tête, c'est que les revendeurs égyptiens y bénéficient de soutiens – nous y reviendrons. Ailleurs dans la ville, ils sont exposés aux contrôles.

L'anticipation de la répression et le retournement du stigmate raciste alimentent le repli communautaire et domestique. Lors de notre séjour, nous sortons quelquefois du quartier avec Hadi, Farès et Farid, qui tous trois ont des récépissés valides. Moins chanceux, leurs colocataires s'y refusent. Après une promenade sur l'île de Salamina, Hadi explique, enthousiaste :

- Ah oui, j'avais envie d'une sortie depuis longtemps. Depuis que je suis arrivé en fait... Il y a de beaux endroits, mais c'était difficile d'y aller. Et finalement j'y suis allé !
- Pourquoi c'était dur d'y aller ?
- Ben, je n'ai ma place ici... Je ne connais pas, je ne sais pas y aller tout seul.
- Et avec tes amis égyptiens ?
- Ben.... Le... L'ambiance n'aide pas... Chacun de mes amis ici a ses soucis. Si l'un se fait prendre, il risque d'être expulsé. Du coup on ne va qu'au boulot et c'est tout (entretien, 9 décembre).

Le repli communautaire fonctionne d'autant mieux comme rempart contre le racisme, la clandestinité et « l'épée de Damoclès de l'expulsion » (De Genova 2010) que les périple migratoires s'organisent avec le soutien des gens du village déjà émigrés. Les sociabilités sont très endogames. La télévision est branchée sur des chaînes arabes, les colocataires cuisinent égyptien, ils s'approvisionnent en produits secs à l'épicerie égyptienne du voisinage, vont prier entre Egyptiens à la mosquée aménagée dans un appartement du voisinage, et un seul maîtrise la langue grecque. Hadi, lui, refuse tout effort linguistique : « Il n'y a pas d'attrance... Je n'ai pas d'amour pour ce pays, pas de place pour lui en moi... Si je l'avais aimé, j'aurais appris la langue dès que je suis arrivé. Mais je ne l'ai pas aimé... Alors, les mots que je connais en grec, c'est pour le travail, pas plus » (entretien, 9 décembre). Quant à son cousin Farès, qui se débrouille mieux en grec, il se désole des incompréhensions qu'il rencontre avec ses amis athéniens :

- Je n'aime pas tant que ça sortir avec des Grecs, parce que leur situation est différente de la mienne et que leur système est différent du mien [...] Eux, leur habitude, c'est de boire de l'alcool, ils insistent pour que je boive aussi... Ils me disent : 'viens, on va acheter pour 10 euros de *mavro* (haschisch), pour rester toute la nuit'... Je leur dis que je ne veux pas car le lendemain, je vais travailler... Il y a une différence, eux, ils ne travaillent pas, les jeunes ici ne travaillent pas... Ils ne travaillent pas.

- Parce qu'il n'y a plus de travail, non ?

- A la base, si tu veux travailler, tu travailles, mais ils n'ont pas en tête de travailler... Même dans ce pays, celui qui veut travailler, il travaille (entretien, 3 décembre).

L'expérience de la violence raciste, de la délation et du contrôle policier remplacent la curiosité pour la Grèce par la méfiance...Voire, comme Farès, par l'affirmation de la supériorité morale des Egyptiens : les Grecs seraient paresseux.

Pourtant, c'est autour des sociabilités professionnelles que les immigrés rencontrés parviennent à tisser des liens sociaux forts à Keratsini. Et à l'inverse, c'est par refus de cette éthique du travail implacable que certains jeunes immigrés en viennent à se distancier de leurs compatriotes. Ainsi en va-t-il de Farid, en froid avec son père qui lui reproche de ne pas assez travailler ni économiser. Farid est en effet adepte des soirées entre amis partageant « la même mentalité », autour de bouteilles de bières et de joints de haschisch. « Je n'ai pas à l'esprit que je vais repartir... Je veux dire, je n'aime pas me dire tout le temps que je vais rentrer... Je veux en profiter », argumente le jeune homme (entretien, 11 décembre). Le conflit entre Farid et son père va dans le sens de Jean-François Bayart, qui remarque qu'« il y a une contradiction entre la nécessité de mettre en avant l'antagonisme fondamental constitutif de toute société (nécessité que dictent l'observation empirique des faits autant que les considérations méthodologiques ou théoriques), et la nécessité de restituer la complexité des situations concrètes » (1981 p. 76).

Figure 5. Dans la halle de la criée, Farès négocie le prix d'une caisse de poisson avec un poissonnier grec.



En d'autres termes, malgré la brutalité de l'antagonisme entre police, fascistes et immigrés, les dissensions opposent aussi jeunes et vieux Egyptiens. De plus, il importe de souligner les rapprochements qui adviennent entre les habitants de Keratsini. Différents sens s'attachent aux lieux. Si le racisme ordinaire ou institutionnel conforte les frontières identitaires, à la criée, sur les marchés ou dans les maisons, des relations se nouent entre vendeurs à la sauvette égyptiens et clients grecs paupérisés.

Savoir-faire contre l'autorité : les solidarités de quartier

La confrontation à « l'autoritarisme de l'austérité » génère des réponses de la part des immigrés à Keratsini dont le prisme de la domination ne suffit à rendre compte

(Brekke 2014). Ces réponses prennent différentes formes : l'élaboration d'un savoir-faire avec la clandestinité imposée ; l'entretien de relations de solidarité avec les autres habitants ; la mobilisation commune contre les pratiques racistes et répressives de l'Etat grec.

Au cours de leurs pérégrinations quotidiennes, nos interlocuteurs développent des « ressources spatiales » spécifiques (Ma Mung 1999), soit des capacités à nouer sur leurs lieux de travail des relations pérennes avec leurs collègues et clients, qui les protègent un tant soit peu contre les attaques et les contrôles. Par exemple, Farès porte une grande affection à l'une de ses clientes âgées, laquelle l'invite régulièrement à déjeuner. Lorsque son mari est décédé, Farès est allé lui présenter ses condoléances, et elle l'a serré dans ses bras « comme une mère » (discussion, 30 novembre). Un autre de ses clients l'a sauvé de la police un jour qu'il s'était violemment battu contre des militants d'extrême-droite au marché. A dix contre un, même assisté d'un collègue albanais, Farès n'avait pas fait le poids. Sachant qu'il était sans papiers, son client l'a alors transporté dans sa voiture jusqu'à chez lui pour le soigner, avant que les policiers ne l'embarquent (entretien, 3 décembre).

Figure 6. Sur les marchés, les femmes âgées sont les meilleures clientes des revendeurs égyptiens.



Figure 7. De retour à l'appartement après les achats du matin, deux des colocataires trient les caisses de poisson dans la cour intérieure.



La solidarité manifestée par les acheteurs grecs envers les revendeurs égyptiens n'est pas à sens unique : ceux-ci font crédit à leurs clients âgés, dont les retraites ne cessent de diminuer au gré des coupes budgétaires. Dans ce quartier d'anciens pêcheurs et marins, ne plus pouvoir manger de poisson est un comble, auquel l'activité des immigrants vient remédier. La solidarité est d'autant plus aisée que la distance à l'autorité s'inscrit dans les histoires des uns et des autres. Pour les Égyptiens, le recours aux illégalismes est une habitude acquise dès avant leur départ. Beaucoup ont exercé dans la contrebande maritime avant de traverser la Méditerranée. A Athènes, forts de l'appui de réseaux communautaires efficaces, ils

apprennent vite à recourir à d'autres illégalismes comme la corruption, le détournement de procédures, voire la falsification de documents pour surmonter les obstacles bureaucratiques à leur installation.

Du côté des autres résidents, les pratiques de solidarité sont liées aux services rendus, mais aussi à l'identité ouvrière, migratoire et politique du quartier. Nombre d'habitants respectent l'ardeur à la peine des immigrés égyptiens, d'autant qu'ils connaissent les difficultés du travail du poisson, ses horaires contraignantes et la souillure permanente. Les migrations passées sont aussi convoquées : Kostas, le mari de Marika, notre logeuse, explique ainsi à l'énoncé de notre sujet d'enquête que « les Egyptiens viennent travailler ici comme nos pères partaient s'employer en France » (discussion, 26 novembre). Le travail crée des liens non seulement comme espace de sociabilités plurinationales (Sintès 2010, Vaiou 2013), mais encore en vertu des représentations qui lui sont associées, des histoires qu'il fait ressurgir. Aussi, le souvenir de décennies de traque des opposants politiques joue un rôle dans la détestation professée par les vieux habitants envers les forces de police et les fascistes contemporains (Athanasopoulos 2005 p. 270). La crise ravive l'extériorité à l'Etat dans les zones urbaines ou rurales dont elle a été le lot jusqu'à la « transition démocratique » des années 1980.

Lorsque « l'Etat s'effondre, les quartiers s'organisent », comme l'analyse Orestis Chryssikopoulos, membre d'un collectif d'habitants dans un quartier athénien au passé aussi « rouge » que Keratsini. Dans les ruines d'un Etat social jamais complètement advenu, des « zones grises se développent, d'autres modes d'organisation et de relations deviennent possibles » (2013 p. 98). Sans être formalisées, les relations entre Grecs et immigrés autour des marchés de Keratsini servent de creuset politique. Le partage de conditions de vie rendues précaires entre habitants grecs et étrangers et la violence à laquelle ils doivent faire face alimentent des imaginaires réfractaires de l'Etat, un recours partagé aux illégalismes, voire des actions collectives (Kotronaki et Seferiades 2013 p. 156). Aux côtés des syndicats, des partis de gauche, KKE et Syriza, des quelques collectifs d'extrême-gauche du Pirée, et d'organisations humanitaires luttant contre la paupérisation et le racisme, les

immigrés égyptiens de Keratsini ont manifesté à plusieurs reprises en 2013 contre les attaques racistes, en solidarité avec les réfugiés syriens, puis à la mémoire de P. Fyssas.

La participation des habitants du quartier à ces manifestations ne signifie pas que le politique se mette à dominer leurs existences. Pour ce qui est des Egyptiens rencontrés, elle légitime leur présence dans la ville, mais permet aussi de se ménager un moment de récréation. Les photographies prises par Farid lors d'une manifestation de soutien aux réfugiés syriens en avril 2013 en témoignent : l'on y voit plus souvent le groupe de colocataires prendre des poses de chanteurs de charme devant la fontaine de Monastiraki que des clichés du cortège (discussion, 12 décembre). Par ailleurs, le moment de la mobilisation n'efface pas les ambivalences d'un quotidien où se mêlent racisme ordinaire et défense des immigrés, solidarité avec les retraités paupérisés et repli identitaire. Le politique réside dans l'histoire, les rencontres, la galère et la répression en partage, dans ce que Choukri Hmed identifie comme une « radicalisation de la vie quotidienne et des rapports de proximité » (2013 p. 803).

Conclusion : une présence en pointillés

19 septembre 2014, une manifestation en hommage à Pavlos Fyssas à Keratsini est réprimée violemment par les forces MAT et Delta, tandis que des agitateurs au crâne rasé et vêtus de noir molestent la foule. 22 septembre 2014, une nouvelle attaque raciste a lieu au centre-ville d'Athènes⁸. Les gesticulations télévisées du gouvernement conservateur après l'assassinat du rappeur et l'accalmie de l'hiver 2013-2014 en matière de xénophobie civile et policière ont fait long feu (Vradis 2013), à Keratsini comme dans le reste de la ville. L'arrivée de Syriza au gouvernement permettra-t-elle de limiter davantage les violences policières et d'extrême-droite ? Pour l'heure, l'interrogation demeure.

Si le racisme renforce le sentiment d'exclusion et la peur chez les immigrés rencontrés à l'hiver 2013, les relations de travail ou de voisinage peuvent donner lieu

⁸ Voir le blog <http://atenecalling.org> qui recense des articles en grec et en italien sur ces deux événements.

à des solidarités qui en relativisent la portée affective. Ainsi que le soulignent Nicolas Puig et Kamel Dorāi à propos des pratiques des villes proche-orientales par les immigrés et réfugiés relégués en leurs marges, « la pratique des frontières spatiales remodèle également les territoires de l'intime » (2011, p. 21). Farès le résume admirablement :

« Au cours de ces deux années, j'ai changé, la différence, c'est comme entre le ciel et la terre. Sûr que tu connais ça... Quand tu voyages, tu ressens des trucs totalement nouveaux, tu rentres dans une autre société, tu t'adaptes à ce système-là, je veux dire, j'ai oublié comment me comporter en Egypte, avec qui que ce soit pour quoi que ce soit, le travail, quoi que ce soit... Il faut que... Il faut que celui qui parte comprenne... » (entretien, 3 décembre).

Entre racisme et solidarité, les Egyptiens de Keratsini vivent l'entre deux mondes de la *ghorba*, ce sentiment mal traduit par « exil », qui rend compte de la difficulté affective à « être ici en pensant à là-bas ».

Mais la *ghorba* est réversible : vivre et travailler à Keratsini, partager avec les autres habitants du quartier un rapport critique aux pratiques autoritaires de l'Etat grec, ménager des moments de solidarité quotidienne face à la crise... L'expérience marque durablement les corps et les imaginaires. Les espaces vécus sont le support de rencontres qui génèrent des changements intimes vécus collectivement. Du travail à la rue, la spatialisation du regard permet de complexifier les représentations de la crise grecque et de ses répercussions migratoires en rendant compte des ambivalences des existences citadines.

A propos de l'auteur : Lucile Gruntz Anthropologue, Post-doctorante LPED-MuCEM.

Pour citer cet article : Lucile Gruntz "Les marins perdus du Pirée : crise, racisme et politique ordinaire dans une banlieue ouvrière d'Athènes" *justice spatiale | spatial justice*, n° 8 juillet 2015, <http://www.jssj.org>

Bibliographie

- Anagnostou, P.**, « Définir le peuple et sa musique : les débats sur le *rebetiko* dans la presse de gauche pendant et après la guerre civile grecque (1946-1961) », *Transposition*, n° 4, 2014, en ligne sur <http://transposition.revues.org/969>
- Arampzati, A., Nicholls, W.**, "The urban roots of anti-neoliberal social movements: the case of Athens, Greece", *Environment and Planning*, vol. 44, n°11, 2591 – 2610, 2012.
- Athanasiou, A.**, « Governing for the market: emergencies and emergences in power and subjectivity », Brekke Jaya, Dimitris Dalakoglou et alii. (eds.), *Crisis-scapes : Athens and beyond*, Athènes, Synthesi, 72-77, 2014.
- Athanassoupoulou, A.**, « Nos Albanais à nous : travailleurs émigrés dans une communauté arvanite du Péloponnèse », *Ethnologie française*, vol. 35, n° 2, 2005, pp. 267-278.
- Barth, F.**, « Les groupes ethniques et leurs frontières », in Poutignat, Philippe, Streiff-Fénart, Jocelyne (éds.), *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 203-249, 1995.
- Bayart, J-F.**, « Le politique par le bas en Afrique noire : questions de méthode », *Politique africaine*, n°1, 53-82, 1981.
- Brekke, J.**, « Strange encounters », *City: analysis of urban trends, culture, theory, policy, action*, volume 18, numéros 4-5, 538-544
- Bristol-Rhys, J.**, « Socio-spatial boundaries in Abu-Dhabi », in Kamrava Mehran, Babar, Zahra (eds.), *Migrant labor in the Persian Gulf*, Londres, Hurst, 59-84, 2012.
- Chatzidakis, A.**, « Athens as a failed city for consumption », in Brekke Jaya, Dimitris Dalakoglou et alii. (eds.), *Crisis-scapes : Athens and beyond*, Athènes, Synthesi, 33-41, 2014.
- Christopoulos, D.**, « Very unhappy to say that some point is true: fascist intrusion within Greek police », in Brekke Jaya, Dimitris Dalakoglou et alii. (eds.), *Crisis-scapes : Athens and beyond*, Athènes, Synthesi, 47-50, 2014.
- Chryssikopoulos, O.**, « L'Etat s'effondre, les quartiers s'organisent : retour sur le mouvement des assemblées de quartier », *Z : revue itinérante d'enquête et de critique sociale*, n° 7, 94-99, 2013.
- Dabène, O., Geisser, V., Massardier, G.**, « La démocratisation contre la démocratie », in *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au 21^{ème} siècle*, Paris, La découverte, 7-25, 2008.
- De Genova, N.**, "Theoretical overview", in De Genova, Nicolas, Peutz, Nathalie (dir.), *The Deportation regime: sovereignty, space and the freedom of movement*, Durham, Duke University Press, 33-65, 2010.
- Del Biaggio, C., Campi, A.**, « Regards sur les migrants de longue distance en Grèce », *L'Espace Politique*, n° 20, 2013, en ligne sur <http://espacepolitique.revues.org/2675>

- Doraï, K., Puig, N.**, « Insertions urbaines et espaces relationnels des migrants et réfugiés au Proche-Orient », in *L'urbanité des marges : migrants et réfugiés dans les villes du Proche-Orient*, Paris, Tétraèdre, 11-24, 2011.
- Dufaux, F., Gervais-Lambony, P.** « Justice... Spatiale ! », *Annales de géographie*, n°665-666, 3-15, 2009.
- Fassin, D., Fassin, E.**, « Eloge de la complexité », in *De la question sociale à la question raciale*, Paris, La Découverte, 249-259, 2006.
- Fontaine, J.**, *De la résistance à la guerre civile en Grèce 1941-1946*, Paris, La fabrique, 2012.
- Green, S.**, « Migration knots : crisis within a crisis », in Brekke Jaya, Dimitris Dalakoglou et alii. (eds.), *Crisis-scapes : Athens and beyond*, Athènes, Synthesi, 55-61, 2014.
- Hmed, C.**, « Réseaux dormants, contingence et structures : genèses de la révolution tunisienne », *Revue française de science politique*, vol. 62, n°5-6, 797-820, 2012.
- Kaika, M.**, "The Economic Crisis Seen from the Everyday", *City*, vol. 16, n° 4, 422-430, 2012.
- Kotronaki, L., Seferiades, S.**, « Sur les sentiers de la colère : L'espace-temps d'une révolte (Athènes, décembre 2008) », *Actuel Marx*, numéro 48, 2010, pp. 152-165.
- Köylü, L., Bulbari, J.**, « L'œuf du serpent : dans la matrice du parti Aube dorée », *Z : Revue itinérante d'enquête et de critique sociale*, n° 7, 116-123, 2013.
- Maloutas, T.**, « Mobilité sociale et ségrégation à Athènes : formes de séparatisme social dans un contexte de mobilité spatiale réduite », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 4, n° 184, 2-21, 2010.
- Ma Mung, E.**, « La dispersion comme ressource », *Cultures et Conflits*, n° 33-34, 1999, en ligne sur <http://conflits.revues.org/225>.
- Mangriotis, S.**, « Les autres victimes de la crise », *La Chronique-Amnesty International*, 18-19, mai 2013.
- Nazloglou, K.**, « Problèmes d'intégration et de quête identitaire des réfugiés grecs de Turquie en milieu urbain (Athènes-Le Pirée) de 1922 au début des années 1930 : quelques exemples », *Cahiers balkaniques*, n° 42, 2014, en ligne sur <http://ceb.revues.org/>
- Noiriel, G.**, *Etat, nation et immigration*, Paris, Belin, 2001.
- Önçü, A., Weyland, P.**, *Space, culture and power: new identities in globalizing cities*, Londres, Paperback, 1997.
- Parsanoglou, D.**, *Grèce, pays d'immigration : perspectives historiques et sociologiques*, Thèse de sociologie, Ecoles des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 2009.
- Pillant, L.**, « Entre quatre murs : un parcours migratoire en Grèce », *Z : Revue itinérante d'enquête et de critique sociale*, n° 7, 136-137, 2013.

- Pillant, L.**, « Emergence des lieux du contrôle migratoire en Grèce : lecture des nouveaux marqueurs frontaliers », in Bardhoshi Nebi, de Rapper Gilles, Sintès Pierre (éds.), *Social practices and local configurations in the Balkans*, Tirana, Presses de l'Université de Tirana, 143-163, 2013.
- Retillaud-Bajac, E.**, « Introduction », in Aprile Sylvie, Retillaud-Bajac Emmanuelle (dir.), *Clandestinités urbaines : les citadins et les territoires du secret (XVIème-XXème siècles)*, Rennes, PUR, 7-19, 2008.
- Rodier, C.**, *Xénophobie business : à quoi servent les contrôles migratoires*, Paris, La Découverte, 2012.
- Sintès, P.**, « Les travailleurs balkaniques en Grèce : Migration de travail ou circulation régionale ? », *L'Espace géographique*, vol. 4, n° 36, 353- 365, 2007.
- Sintès, P.**, *La raison du mouvement : territoires et réseaux de migrants albanais en Grèce*, Paris, Karthala, 2010.
- Stavarakakis, Y.**, « Peuple, populisme et anti-populisme : le discours politique grec à l'ombre de la crise européenne », *Actuel Marx*, numéro 54, 107-123, 2013.
- Tsimouris, G.**, « From invisibility to the centre of the Athenian media spectacle : governmentality and immigration in the era of crisis », in Brekke Jaya, Dimitris Dalakoglou *et alii.* (eds.), *Crisis-scapes : Athens and beyond*, Athènes, Synthesi, 78-81, 2014.
- Vacarme**, n° 63, printemps 2013.
- Vaiou, D.**, « Milestones in the urban history of Athens », *Treballs de la Societat Catalana de Geografia*, n° 53-54, 2002, en ligne sur <http://www.raco.cat/index.php/TreballsSCGeografia/>
- Vaiou, D.**, « In the interstices of the city: Albanian women in Athens », *Espace, Populations, Sociétés*, volume 3, 373-385, 2002.
- Vaiou, D.**, « Transnational patterns of everyday life : practices of care and neighbouring in Athens », in Bardhoshi Nebi, de Rapper Gilles, Sintès Pierre (éds.), *Social practices and local configurations in the Balkans*, Tirana, Presses de l'Université de Tirana, 277-295, 2013.
- Vradis, A.**, « The arrest of Golden Dawn leader will do little to counter institutional racism », *The Guardian Weekly*, 29 septembre 2013, en ligne sur www.readability.com/articles/cwk2dshb